

plan de leur origine locale et régionale au Canada que sur celui des modèles et des qualités.

Ce que je souligne ici, de toute évidence, c'est le nombre des exportations que nous compromettons si nous faisons des distinctions préjudiciables aux États-Unis. A mon avis, des relations spéciales avec l'Europe ne nous permettent pas d'échapper à notre dépendance vis-à-vis des États-Unis. Naturellement, je ne prétends pas que tout ce que MM. Sharp et Pepin vous ont dit au sujet de l'opportunité d'accentuer notre poussée n'est pas souhaitable; il est évident que si. Je dis toutefois qu'il ne faudrait pas l'encourager en cherchant à établir des relations préférentielles spéciales; deuxièmement, je me demande vraiment si on modifierait fondamentalement la proportion de nos exportations à diverses destinations. Il y aura probablement des modifications marginales mais, à mon avis, elles ne seront pas fondamentales.

**Le sénateur van Roggen:** Vous dites donc qu'il est souhaitable d'essayer, mais que cela ne peut remplacer quoi que soit.

**M. Plumptre:** C'est exactement ce que je veux dire, merci.

J'en viens maintenant à mon deuxième sujet. J'aimerais faire des observations sur ce qui me semble être les préoccupations de l'Europe à l'heure actuelle, qui n'ont certainement rien à voir avec les affaires du Canada—de fait, il ne s'agit pas du tout d'affaires extérieures. Il s'agit essentiellement d'affaires européennes intérieures. Chaque gouvernement a des préoccupations intérieures découlant de ses problèmes nationaux, mais les Européens ont maintenant aussi un grand nombre de préoccupations toutes particulières du fait de leur participation au Marché commun. Je les énumérerai très rapidement, pour vous les remettre en mémoire.

Les premières, bien entendu, ont trait aux répercussions du tarif commun des Six lequel, il va sans dire, a suscité de nouveaux problèmes commerciaux en Europe et a créé, comme nous l'avons fait au Canada, des régions défavorisées qui ont besoin d'appui. Elles ont besoin d'un déplacement de ressources pour les aider et d'encouragements spéciaux pour les mettre en valeur. Il existe toutes sortes de problèmes particuliers de ce genre auxquels s'ajoute celui de l'harmonisation du fisc national; l'harmonisation des législations sociales et syndicales entre pays avoisinants où les marchandises se déplacent aujourd'hui librement; l'harmonisation des taxes sur les marchandises. Toutes ces questions préoccupent sérieusement les Six. En outre, comme je l'ai déjà dit, ils s'inquiètent d'un système très compliqué d'appui et de protection d'une agriculture en grande partie non-rentable.

A part ces deux questions qui touchent les Six, ces derniers doivent faire face au problème que constitue l'absorption de trois nouveaux pays—la Grande-Bretagne l'Irlande et le Danemark, trois pays très différents, soit dit en passant—au sein d'un tarif commun et d'une politique agricole commune, ce qui ajoute encore aux difficultés.

Le point suivant concerne le fait que ces pays viennent de lancer, depuis l'automne dernier, un mouvement en vue d'en arriver à une politique monétaire commune—c'est «le monstre dans le tunnel»—visant à contenir les fluctuations du marché monétaire entre les pays Euro-

péens dans des limites étroites tout en laissant les monnaies du groupe fluctuer plus largement avec celles des autres pays. Les événements de la semaine dernière ont montré les grandes difficultés qu'ils éprouvent à lancer ce projet. Bien sûr, les récents déséquilibres des marchés des changes ont été très inopportuns pour eux, puisqu'ils sont survenus juste au moment où ils annonçaient une nouvelle expérience et où ils auraient souhaité naviguer en eau calme, pour un certain temps, au lieu d'affronter la tempête des marchés monétaires étrangers.

**Le président:** Apparemment, cette phrase a été modifiée. J'ai entendu, hier, M. Forrest Rogers à Toronto parler du même sujet et il a dit: «Le monstre n'est plus dans le tunnel, il est dans le lac.»

**M. Plumptre:** Oui, je vois.

En outre, il y a aussi les rapports spéciaux, que j'ai déjà mentionnés, avec les pays neutres d'Europe, avec tous les pays méditerranéens, avec ceux de l'Afrique et ainsi de suite—toute une gamme de nouveaux rapports pour la Communauté. Rien d'étonnant qu'elle se replie présentement sur elle-même. Ses préoccupations sont vraiment très accablantes. Néanmoins, elles surviennent à un moment de l'Histoire mondiale où il importe beaucoup que le Communauté se tourne vers l'extérieur.

Cela m'amène à examiner la position des États-Unis, au sujet de laquelle j'aimerais faire quelques observations. En ce moment de l'histoire du monde, les États-Unis ont aussi certaines préoccupations internes. Le président Nixon a mis le doigt sur certaines d'entre elles dans ses récents messages—le mépris des lois et la violence, les drogues, l'inflation, le chômage, les bureaucraties envahissantes, ce qui n'est pas l'apanage des États-Unis, la prolifération et la décadence des villes, la pollution et la protection de l'environnement, l'épuisement des ressources, et ainsi de suite—les États-Unis ont beaucoup de préoccupations internes.

Rappelons-nous que seul un petit nombre d'Américains s'intéressent activement au monde extérieur. Les exportations du Canada représentent plus de 20 p. 100 de son produit national brut alors qu'elles comptent pour environ 10 p. 100 du produit national brut de la CEE et du Japon et entre 4 et 5 p. 100 de celui des États-Unis. Il est donc traditionnel pour les États-Unis d'être isolationnistes. Il est pourtant étonnant de voir, en ce moment de l'histoire mondiale, que la plus grande partie, sinon toute l'orientation mondiale vers de nouvelles initiatives tournées vers l'extérieur, est due au gouvernement américain. Je n'aime ni n'admire trop le président Nixon, mais il ne faut pas s'aveugler devant le fait que ces initiatives viennent des États-Unis, et qu'elles sont, grosso modo, compatibles avec les intérêts canadiens.

Permettez-moi de vous rappeler quelques unes des initiatives prises par le gouvernement américain au cours des derniers 12 à 15 mois.

D'abord, ce sont les Américains qui ont amené le Japon et la CEE à consentir à une nouvelle série de négociations sous l'égide de GATT pour obtenir une nouvelle réduction des barrières commerciales, tarifaires ou autres.

Deuxièmement, les Américains ont lancé une forte poussée visant à encourager les Européens à rationaliser leur programme agricole de façon qu'il devienne plus